



HAL
open science

La fin de la Tchécoslovaquie : 1990-1993

Jean Guéguinou

► **To cite this version:**

Jean Guéguinou. La fin de la Tchécoslovaquie : 1990-1993. La Lettre de la Maison Française d'Oxford, 1996, 3, pp.93-100. hal-02614263

HAL Id: hal-02614263

<https://hal.science/hal-02614263>

Submitted on 20 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*La fin de la Tchécoslovaquie : 1990-1993*¹

De son séjour de trois ans dans l'ex-Tchécoslovaquie entre 1990 et 1993, Son Excellence Monsieur Jean Guéguinou livre l'expérience et le témoignage d'un "spectateur engagé" dans le vent de l'histoire d'un pays confronté en quelques années à de formidables bouleversements politiques, économiques et intellectuels. Plus que sur sa participation personnelle à la renaissance des relations entre la France et les nouveaux Etats tchèque et slovaque, c'est sur le caractère extraordinaire de ces années passées, à Prague et à Bratislava, qu'il choisit de s'arrêter — ces quelques mois qui ont vu la disparition du joug communiste, la libération de la tutelle soviétique, l'évolution progressive vers un Etat de droit, la marche vers l'économie de marché et la réussite du processus de partition en deux entités nationales.

A l'arrivée en août 1990 à Prague, l'état d'esprit individuel d'un Ambassadeur de France se trouve malgré lui imprégné de cette méconnaissance générale des occidentaux et des français à l'égard des pays de "l'autre Europe". Et si la Tchécoslovaquie se situe à peine à 300 km des frontières de l'hexagone, quatre décennies de silence diplomatique et d'absence de relations avec la France ont suffi à rendre ce pays pratiquement étranger. Il ne reste à l'aube des années 1990 que peu de souvenirs des liens étroits qui unissaient par le passé la France et la Tchécoslovaquie. Mémoire perdue entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, oeuvre d'effacement dans les consciences et oubli de l'intensité des relations entre les deux nations jusqu'à la seconde guerre mondiale créent ce sentiment d'absence de familiarité. Au regard de l'histoire pourtant, la France et la Tchécoslovaquie ont toujours entretenu des liens privilégiés. Dès le début du siècle passé, le professeur Jungman, traducteur de Chateaubriand, puisait volontiers dans l'oeuvre de l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* des mots et des expressions destinés à enrichir la nouvelle langue tchèque. Dans la seconde

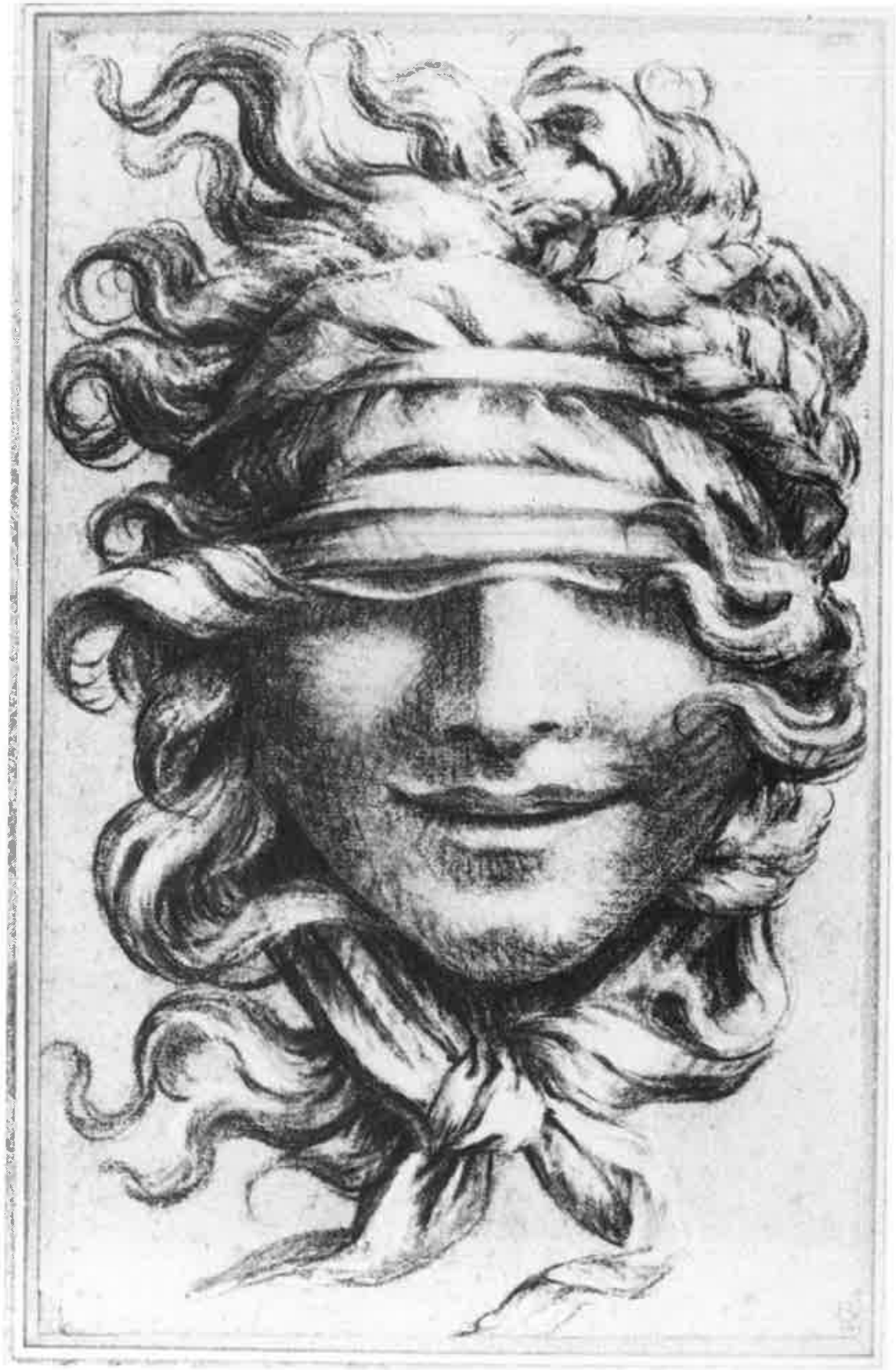
¹ Conférence donnée par S.E. M. Jean Guéguinou, Ambassadeur de France près la Cour de Saint-James, ancien Ambassadeur de France à Prague (Maison Française d'Oxford, 6 novembre 1995).

partie du XIX^{ème} siècle, la France avait progressivement établi un réseau d'Alliances françaises qui compta jusqu'à soixante-dix d'entre elles à la veille de la Seconde guerre mondiale. Le développement des échanges économiques entre les deux nations allait encore s'accroître, tant le monde tchécoslovaque, "poumon d'acier" de l'Empire austro-hongrois, faisait preuve d'une activité industrielle florissante, d'un esprit innovateur, réformiste et résolument moderne. Affinités culturelles, également, dont témoigne l'essor conjoint du cubisme ou du surréalisme dans les deux pays. Proximité politique enfin, car la jeune république tchèque de 1918 apparaîtra très vite comme la seule véritable démocratie d'Europe centrale et c'est depuis la France que Tomas Garrigue Masaryk et Edvard Benes organiseront dès 1916 la mise en place du nouveau régime.

Le rappel de cette familiarité passée avec la France suffit à souligner l'ampleur de la rupture historique et à expliquer l'isolement de la Tchécoslovaquie en 1990. Trois dates demeurent dans tous les esprits. 1938, d'abord, la rencontre de Munich et le dépeçage imposé à la nation tchécoslovaque ; 1948, ensuite, le "coup de Prague" qui voit le pays basculer dans le communisme et le Parti communiste de Gottwald monopoliser l'ensemble des appareils de pouvoir ; 1968, enfin, avec l'écrasement du "printemps de Prague", la normalisation et la fin d'un espoir de construire un "socialisme à visage humain" qui aurait inmanquablement conduit à la remise en cause du régime. Ce dernier événement dramatique prive la Tchécoslovaquie de toute opportunité d'ouverture ou de libéralisation économique et politique à la différence de ses voisins polonais ou hongrois. Au début des années 1970, les peuples tchèque et slovaque se résignent à vivre derrière le "rideau de fer" décrit par Churchill. S'ouvre alors une période de restrictions et de contrôles qui met un coup d'arrêt aux relations avec la France. Le régime d'après 1968 frappe par sa rigidité, sa raideur, son intransigeance, son repli sur lui-même et le rejet de toute ouverture qui sera à l'origine plus tard de l'opposition à la volonté réformatrice de Gorbatchev.

La mémoire de la confiance trompée à Munich et l'incapacité des intellectuels français à apporter une dénonciation unanime de la répression soviétique de la révolte de mai semblent partiellement disqualifier la France en tant que terre d'accueil aux yeux de ceux qui choisiront d'entrer dans la dissidence après la normalisation. En dépit de la venue de quelques intellectuels tchécoslovaques (Milan Kundera, Pavel Tigris), la France ne paraît plus constituer une destination privilégiée. Ce n'est pas un hasard si, recevant en septembre 1990 François Mitterrand et Margaret Thatcher, Vaclav Havel les convie symboliquement à l'inauguration de deux rues portant les noms de Winston Churchill et Charles de Gaulle, tous deux farouches adversaires de la rencontre de 1938.

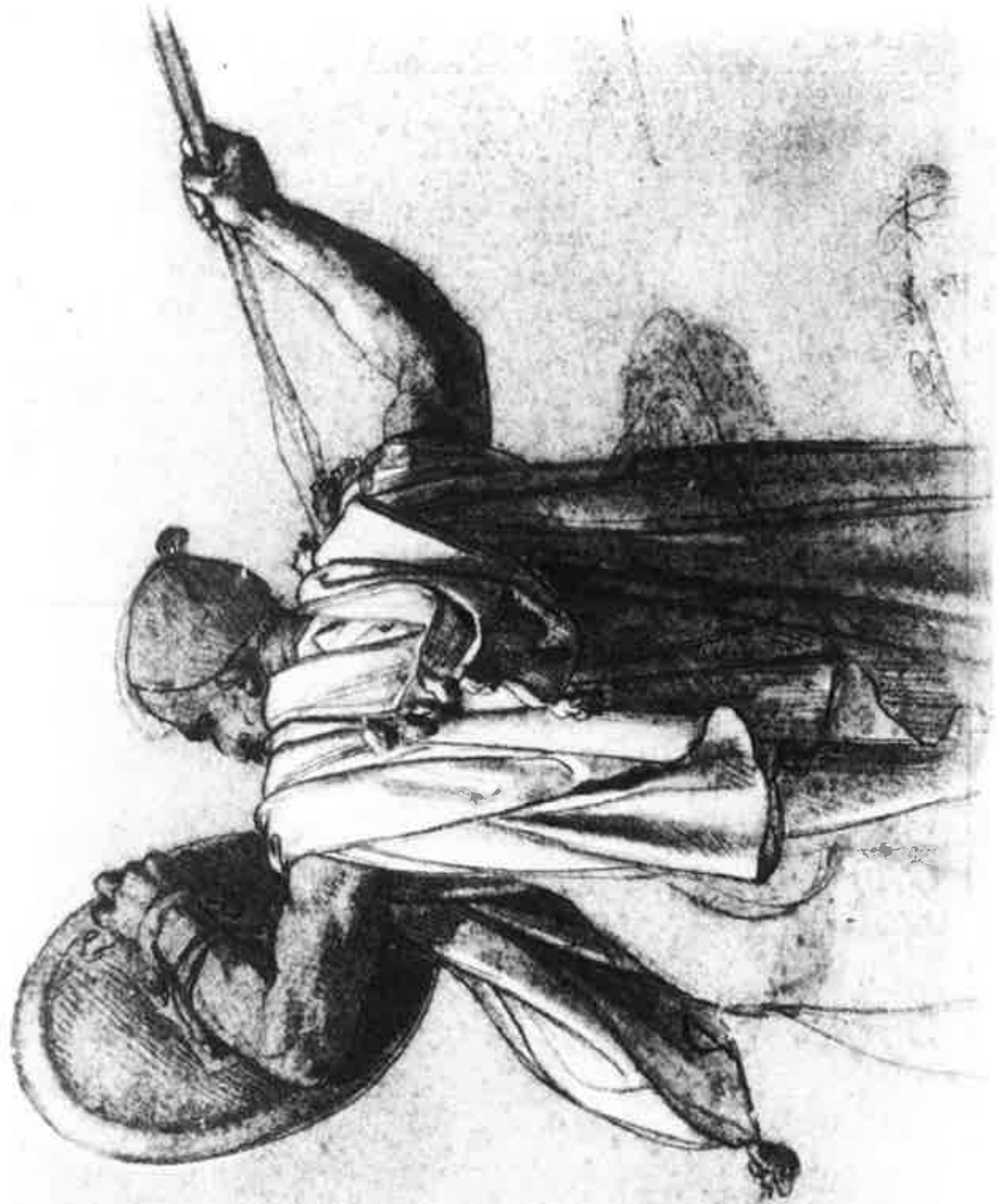






STUDIO DE ALBES

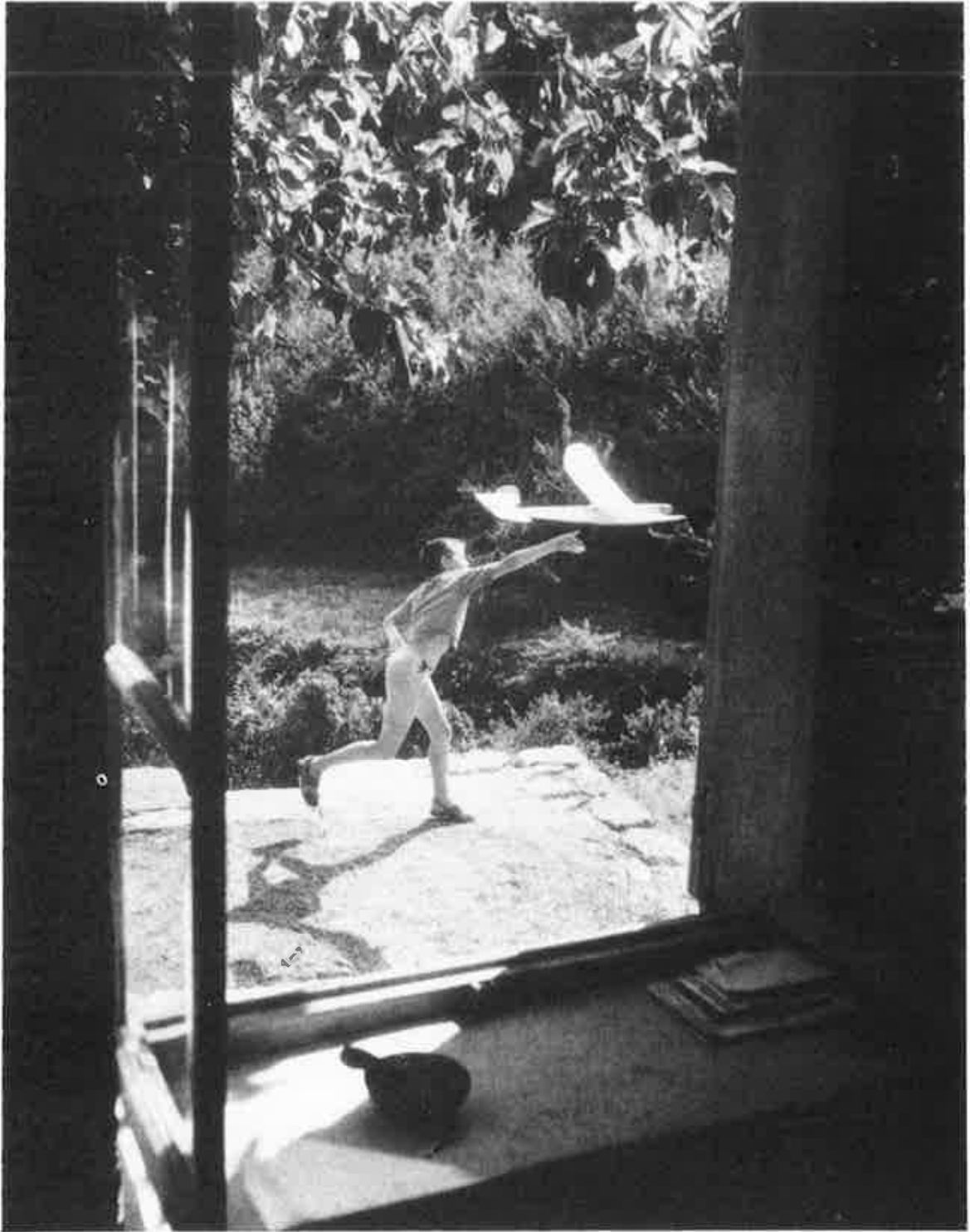
NEVEU DEGAS



























Au-delà de l'éclairage qu'elle permet d'apporter sur la nature des liens entre la Tchécoslovaquie et la France depuis le début du siècle dernier, l'évocation de cette "réminiscence du passé" est essentielle au regard des événements qui vont se jouer à partir de 1989. L'héritage du passé va avoir en effet un rôle déterminant dans la chute du système communiste et, très rapidement, l'expérience de la 1^{ère} République influence fortement les esprits. Pour la plupart des acteurs de premier plan, les références à 1918 ou à l'action de Masaryk se justifient en termes de legs de valeurs libérales nécessaires à la restauration d'un régime démocratique, de principes d'organisation d'une économie de marché ainsi que de la possibilité qu'elle offre d'enrichir le débat à venir sur les modalités de cohabitation des Tchèques et des Slovaques.

Personnalité dominante de la Tchécoslovaquie post-soviétique, Vaclav Havel incarne sans aucun doute cette volonté de réappropriation d'un passé très largement spolié par les quarante années de domination communiste. L'analogie avec Masaryk est frappante : comme lui, il est philosophe et incarne la renaissance du pays, un modèle nouveau contraire à la loi de la duplicité et du mensonge, une politique de l'individu-citoyen, de la morale et du civisme. Outre la mise à jour des effets de la censure, la révolution tchécoslovaque va porter à la connaissance de tous l'ensemble des oeuvres, des films, travaux des intellectuels et des artistes que l'ancien régime avait soigneusement entrepris de dissimuler. Dans ce climat d'effervescence intellectuelle et de redécouverte de l'histoire, la production artistique du printemps de Prague réapparaît ; les oeuvres des dissidents sont rendues publiques et l'on assiste à une floraison sans précédent de nouvelles publications. Comme s'il s'agissait d'exorciser les épisodes les plus douloureux de l'histoire nationale depuis la seconde guerre mondiale.

Parce qu'un tel changement engageait la stabilité de l'ensemble du continent européen, la France a eu le souci de s'impliquer dans la réussite de cette phase de transition, dont l'exemple yougoslave montre, si besoin était, qu'elle ne se fait pas toujours sans heurts, violences ou déchirements. Plusieurs questions sont apparues essentielles et ont constitué de ce fait des sujets privilégiés pour cette "observation impliquée" : retour à l'Etat de droit, réparation des injustices commises par le système communiste, traitement des acteurs et des responsables de l'ancien régime, passage à une économie libérée de la tutelle étatique et, au final, question du partage national de l'ex-Tchécoslovaquie.

Sans doute faut-il souligner la particularité de ce renversement. Ce qui a été appelé la "révolution de velours" correspond à l'esprit profond du peuple tchèque, à sa répugnance pour la rupture brutale, son souci de légitimité et de continuité. A la fin 1989, le régime communiste s'est effondré, victime de son propre immobilisme. Ce système cloisonné, fermé sur lui-même, s'est révélé totalement déconnecté des réalités

contemporaines, à contre-courant du vent de liberté qui soufflait sur l'Europe de l'Est après l'accession de Gorbatchev au pouvoir en Union soviétique et l'amorce de la Perestroïka. Enfermé dans une impasse politique, abandonné du nouveau maître de l'URSS et confronté au marasme économique, le système communiste tchécoslovaque n'a pu résister à la mobilisation populaire, à cet élan de tous qu'ont incarné le Forum civique et le Mouvement Public contre la violence.

Parmi les questions évoquées précédemment, le problème de la réparation des injustices de l'ancien régime s'est très vite révélé être un enjeu politique et social essentiel dans la Tchécoslovaquie d'après la révolution. Effacer l'avatar communiste, réparer les préjudices matériels et déterminer les modalités du retour au secteur privé des biens et moyens de production nationalisés par le PC, tels étaient les principaux objectifs de la nouvelle équipe exécutive. Le débat a naturellement porté sur la nature et l'étendue des mesures que l'Etat tchécoslovaque pouvait légitimement mettre en oeuvre pour tenter de compenser *a posteriori* les privations subies par la population. Diverses procédures de restitution des biens nationalisés ont ainsi été définies, destinées en priorité aux Tchécoslovaques résidant sur le territoire national, bien qu'en pratique, des exilés aient pu faire valoir leur droit auprès des nouvelles autorités. La dimension chronologique de ce large programme de retour au privé des propriétés de l'Etat n'a pas manqué d'être évoquée lorsqu'il s'est agi d'envisager les questions relatives aux biens des deux-cent-mille Juifs décimés dans les camps de concentration nazis ou ayant émigré, aux richesses confisquées à l'Eglise catholique ou aux revendications des trois millions d'Allemands expulsés du pays en 1945 et désireux de revenir sur leur terre d'origine. L'option finalement retenue de limiter le processus de restitution aux biens spoliés après 1948 a, on le voit, laissé de côté plusieurs de ces questions. Elle a en outre suscité des critiques quant au nouvel ordre social engendré par cette vaste entreprise de redistribution, dont on a pu craindre qu'elle perturbe l'équilibre global de la société tchécoslovaque en accentuant par trop les différenciations sociales par la propriété et la richesse.

Le passage à l'économie de marché a constitué le second grand chantier de la nouvelle république et, probablement, l'un des plus difficiles. Incontestablement, la réussite de ce projet est apparue dès 1990 comme une condition majeure de l'évolution future de la Tchécoslovaquie et de sa capacité à rejoindre ou non les nations de l'Europe occidentale. Plus encore, les dirigeants portés au pouvoir par la révolution se trouvaient confrontés à un véritable cas d'école et à la nécessité d'inventer un modèle de transition d'une économie totalement contrôlée par l'Etat et entièrement dépourvue de secteur privé à un modèle d'organisation capable d'intégrer les règles fondamentales des systèmes libéraux contemporains. A l'image des débats qui avaient accompagné les événements de 1968, la question du rôle et de la

part de l'Etat dans la nouvelle vie économique a donné lieu à une réflexion sur la possibilité de construire une troisième voie entre capitalisme et socialisme. Sous l'angle politique, on a assisté à une polarisation progressive des opinions économiques. Le grand front anticommuniste de la première heure a peu à peu fait place à un paysage idéologique plus classique dans lequel on a vu s'affronter des forces de droite libérale incarnées par le Premier ministre Vaclav Klaus et des sensibilités social-démocrates portées par le Mouvement civique de Jiri Dienstbier.

La libération des prix intervenue en 1991 et la disparition des subventions d'Etat ont témoigné de l'urgence du passage à une économie de marché. Le processus a été échelonné selon deux étapes. Les "petites privatisations" ont d'abord concerné les commerces et moyennes entreprises et ont donné lieu à la création d'un système original d'enchères publiques. Dans une seconde phase, la privatisation de la grande industrie tchécoslovaque a été réalisée par la vente de coupons accessibles à tous et permettant à une large fraction de la population de devenir actionnaire des principales sociétés nationales.

Du point de vue politique et moral, la liquidation de l'héritage communiste a suscité la controverse dès après la révolution de 1989-90. L'attitude du nouvel Etat à l'égard des principaux acteurs de la période communiste et la nécessité ou non de juger ceux qui avaient été les soutiens du système précédent ont soulevé de nombreuses questions. Comment allait-on mesurer le degré d'implication des différents individus ? De quelle façon pouvait-on désigner avec certitude les coupables ? Le silence ou la passivité de certains pouvaient-ils être assimilés à une forme de collaboration tacite avec l'ancien régime ? A l'évidence, au-delà de l'impératif du droit ou du rétablissement de la vérité historique, c'était bien à une "psychanalyse générale" que le peuple tchécoslovaque était convié.

Il est important de le souligner, les réponses apportées par la nouvelle équipe dirigeante ont eu à la fois des répercussions sur le plan judiciaire et institutionnel. La question des responsabilités personnelles a été esquivée et le pays n'a pas assisté aux "procès politiques" des anciens leaders communistes. Le choix s'est porté sur une politique de "lustration" impliquant que certaines catégories d'agents particulièrement actifs, compromis ou impliqués dans l'Etat-PC (police, services de sécurité) ne pouvaient prétendre à occuper quelque fonction que ce soit dans la nouvelle administration. Pratiquement, cette position de principe s'est heurtée à la difficulté d'attribuer sans coup faillir une fiabilité aux archives de l'ancien régime ainsi qu'à l'exigence de confidentialité nécessaire à la protection des personnes privées. De fait, l'existence de fuites et l'écho donné par les médias à ces différentes affaires ont eu pour conséquence de placer des individus suspectés dans des situations humainement douloureuses. Cette ambiguïté n'a pas épargné ceux qui pouvaient se prévaloir de l'identité de

circuitant partiellement les assemblées et rejetant l'idée d'un appel au référendum, pose en apparence la question de la légitimité des choix effectués et de leur émanation populaire. Le pragmatisme paraît l'avoir emporté sur la recherche d'une expression de la nation souveraine. En 1992, la partition s'impose comme un fait inévitable et personne ne peut véritablement prétendre s'y opposer. Sans doute la séparation a-t-elle été acceptée avec résignation. Plus encore, il est probable qu'à cette époque la réponse à un référendum sur la scission en deux Etats distincts eut été "non". Et pourtant, au-delà de ces interrogations légitimes, nul ne peut nier qu'un référendum n'aurait sans doute pas réussi à sortir le pays de l'impasse dans laquelle il se trouvait et que, tôt ou tard, le débat sur la partition aurait resurgi. La disparition de l'ancienne Tchécoslovaquie peut-elle être dès lors décrite comme un échec pour la démocratie ? Probablement pas. Les équipes gouvernementales qui ont accompagné la séparation ont été élues avec de confortables majorités. Le divorce de la fin 1992 apparaît avec le recul comme l'aboutissement d'un véritable dialogue, d'une discussion à laquelle toutes les sensibilités ont été conviées. Après tout, c'est là l'apanage du régime démocratique.